

SUISSE

Un tournant pour notre alimentation?

Le 23 septembre, les Suisses voteront sur deux initiatives, l'une des Verts, l'autre du syndicat paysan Uniterre. Des textes qui, pour être radicaux, bénéficient d'un soutien large.

VENDREDI 31 AOÛT 2018 PHILIPPE BACH



Le 24 août, à Genève, c'est à une action commune qu'ont participé les Verts, Uniterre et AgriGenève pour défendre au sein d'un comité unitaire les deux initiatives «Pour des aliments équitables» et «Pour la souveraineté alimentaire». LDD

VOTATIONS FÉDÉRALES Deux textes qui, s'ils étaient adoptés par le peuple le 23 septembre prochain en votation, bouleverseraient la politique agricole suisse. En l'occurrence, ces deux initiatives ont réussi, pour l'heure, à ratisser relativement large. Les premiers sondages – la machine de guerre des lobbies de droite n'est pas encore entièrement passée par là – leur donnent même une majorité (lire ci-dessous)!

Les Verts ont déposé l'initiative intitulée «Pour des aliments équitables» qui, comme son nom l'indique, demande que la Confédération agisse pour renforcer l'offre de denrées alimentaires sûres et de bonne qualité, produites dans le respect de l'environnement et de la qualité de vie des animaux d'élevage. Elle prône aussi de meilleures conditions sociales pour les travailleurs de cette branche. Et, surtout, ce texte implique une action non seulement au niveau suisse mais aussi et surtout en ce qui concerne la nourriture importée (soit environ la moitié du contenu des

assiettes suisses).

L'initiative dite «Pour la souveraineté alimentaire» a été, elle, initiée par le syndicat paysan minoritaire Uniterre. Elle entend favoriser une agriculture indigène, de proximité et de petite taille, par rapport au phénomène actuel de concentration de l'outil de production qui a vu, en trente ans, quelque 35 000 fermes disparaître et 35 000 emplois agricoles être supprimés. Ce texte proscrit aussi l'emploi d'OGM, qu'il s'agisse de plantes ou d'animaux. Enfin, et les attaques des lobbies économiques se concentreront là-dessus, il donne mission à la Confédération d'utiliser l'outil douanier et les quotas pour protéger la production suisse.

Pour minoritaires qu'ils soient – le monde paysan étant traditionnellement défendu par les partis bourgeois et la puissante Union suisse des paysans (USP) –, les initiants ont réussi à faire bouger les lignes de crête.

Ainsi, l'USP – qui a fait passer il y a une année une initiative maison – laisse la liberté de vote à ses membres. On voit au niveau cantonal des soutiens nets des associations agricoles romandes à ces textes. Et, le 24 août, AgriGenève a participé avec les Verts et Uniterre à la campagne unitaire en faveur des initiatives. Ce relais local de l'USP recommande le double oui.

Si les grandes formations bourgeoises suisses s'opposent à ces initiatives, dans le canton de Vaud, l'UDC a retrouvé ses racines agrariennes et soutient l'initiative des Verts tout en laissant la liberté de vote pour le texte d'Uniterre. On trouve aussi des soutiens cantonaux au niveau du PDC. A Genève, étrangement, ce dernier laisse ainsi la liberté de vote sur le texte des Verts tout en se ralliant à celui d'Uniterre. Interview.

Le processus qui a abouti à la création d'une «marque», le Swissness, fixant le cadre législatif des indications de provenance suisses et garantissant qu'un bien a été manufacturé dans le pays a été introduit dans le droit en 2013. Qu'est-ce que ce processus a mis en évidence?

Stéphane Boisseaux: Le processus parlementaire partait d'un vide législatif et le fait que les abus étaient multiples. La croix suisse était employée à tort et à travers. Le processus parlementaire a mis en évidence – dans une proportion nouvelle – l'importance du rôle des lobbies. Et il a aussi vu des gros acteurs adopter des positions inattendues. Initialement, on ne savait de quel côté pencherait un géant comme la Migros.

Jean-Philippe Leresche: Cette redistribution des cartes et la difficulté à faire émerger un consensus sur cette question nous ont amené à construire notre ouvrage comme un thriller politique.

On voit que la création de cette marque n'a pas été suffisante, puisque toute une série d'initiatives ont été lancées.

SB: Outre les deux initiatives mises en votation le 23 septembre, nous nous sommes prononcés l'an passé sur le texte de l'Union suisse des paysans qui a été accepté par le peuple. Et nous avons toute une série de propositions en cours de traitement parlementaire. Une initiative sur les pesticides, une autre sur la qualité des eaux, un texte sur l'élevage intensif, sans oublier l'initiative sur les vaches à corne...

JPL: Cela s'explique en partie par la démocratie directe et ici le droit d'initiative: cela pousse à prendre un problème à la fois plutôt que de tenter de tout régler d'un coup.

Sophie Reviron: Pour les deux textes qui seront soumis au vote on essaie, d'une part, de renforcer la surveillance du mode de production des produits importés et de l'autre de favoriser une agriculture «de petite paysannerie» avec au milieu, à l'intersection des deux textes, la question du commerce équitable et de la durabilité.

Le label Swissness offre un cadre qui permet de garantir la provenance des produits, y compris au niveau de l'alimentation. Mais il faut être conscient que nous importons environ la moitié de nos denrées. Ce qui représente environ 12 milliards de francs. La question est donc aussi de maîtriser ce qui va finalement aboutir dans nos assiettes.

Votre ouvrage montre aussi que le consommateur est un peu perdu dans une jungle de label.

JPL: Effectivement. Sans oublier que le consommateur est ambivalent et peut adopter des attitudes différentes selon ses goûts alimentaires. Pour faire une analogie avec le secteur de la mobilité, une même personne peut avoir des opinions différentes selon qu'elle est en train de se déplacer à pied, en vélo, en auto ou en transports en commun. C'est la même chose pour l'alimentation. Il pourra avoir des choix différents selon le type de produits, les lieux d'achat et ses votes. On parle alors de «moi multiple».

Vous préconisez un certain nombre de changements législatifs.

LES POSITIONS SE CRISTALLISE

Pour l'heure, les sondages ont été réalisés durant la canicule estivale, donc en l'absence de propagation des partis et lobbies. Le sondage de GFS-SSR réalisé fin août début août donnait une avance au deux initial (avec respectivement 75% de oui). Depuis la campagne a – timide démarré.

JPL: Oui, pour donner du poids aux associations de défense des consommateurs, nous pensons qu'il faudra poser la question des class actions [dépôt de plaintes collectives]. Et il faudrait aussi examiner l'octroi d'un droit de recours aux associations de défense des consommateurs, à l'instar de ce qui se fait dans le domaine de l'environnement. Dans un contexte de politisation accrue des questions alimentaires, l'idée générale serait de donner plus de poids aux consommateurs face par exemple aux lobbies du secteur agro-alimentaire.

Est-ce que dans le gros dossier de la mondialisation, l'alimentation n'est pas un sujet à part? Le consommateur sera plus regardant sur ce qui se trouve dans son assiette que pour les conditions sociales ou environnementales dans lesquelles son t-shirt aura été produit.

SR: On est ce que l'on mange. On sait aujourd'hui qu'environ un tiers de certaines maladies sont liées au type de nourriture que nous consommons. Le problème n'est pas tant le protectionnisme de notre agriculture que le type et de la qualité des denrées que nous acceptons de laisser pénétrer sur nos marchés. Pour prendre un exemple: certains thés verts contiennent des pesticides en dessous d'une valeur limite fixés par la norme Swissgap. Pour éviter de dépasser cette dernière, les producteurs multiplient alors les molécules. Au lieu d'avoir un seul pesticide qui dépasserait la norme, vous en avez quatre justes en dessous des valeurs limite respectives. Ce n'est pas satisfaisant pour le consommateur.

Mercredi, l'étude du Tamedia réalisée à p 22 août donnait encore la majorité de personnes favorables avec un score serré: 55% de oui, 41% d'opposants (et 3% sans opinion) sur le texte des Verts; score plus serré encore pour le texte d'Uniterre avec 53% contre 43% de non (sans intention de voter). Dans le second sondage moral, les sympathisants de gauche ont basculé dans le oui. Relevons également un clivage de genre: les hommes sont davantage sensibles à ces textes (63% de oui) que les femmes (49% de oui) seulement chez le haut de l'échelle pour le texte des Verts.

Les sondages semblent montrer que, pour l'heure, le peuple est plutôt favorable à ces initiatives et ne suit pas tellement les grands partis de droite hostiles à ces textes lancés par les Verts et un syndicat paysan minoritaire.

JPL: On vit peut-être un tournant. Il faudra attentivement suivre cette question. Il nous semble que l'on assiste à une redistribution des cartes. Peut-être est-on en train d'assister à une sorte d'alliance objective entre les Verts et le monde paysan et que ce dernier pourrait se détacher des grands partis qui le représentaient dans le monde politique. L'UDC Suisse qui se veut historiquement championne de la défense des paysans s'oppose à ces deux initiatives et pourrait se retrouver le 23 septembre en décalage avec sa base paysanne.

Comment expliquer la persistance de cette alliance entre partis conservateurs et monde paysan?

SB: L'alliance du monde paysan et des partis conservateurs date en fait du début du 20e siècle. Politiquement, il a alors fallu trancher sur comment agir par rapport au surendettement du secteur primaire. Il y avait ceux qui préconisaient, à gauche plutôt, d'agir via les taux d'intérêt et ceux qui, à droite, préconisaient une action sur les prix, en érigeant des protections douanières. C'est cette politique qui a été choisie et qui vu cet ancrage à droite du monde paysan. Or, l'équilibre de ce système a été profondément bouleversé en 1994, avec les négociations dites de l'Uruguay Round qui ont déstabilisé ce secteur. Il ne serait pas étonnant que les cartes soient rebattues.

Rémi Schweizer, Stéphane Boisseaux, Sophie Reviron et Jean-Philippe Leresche,
Manger suisse. Qui décide?, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2018,
Lausanne, 168 pages.